

A.F.L.-C.I.O. Nouvelles du Mouvement Syndical Libre



Publiées par le Département des affaires internationales de l'A.F.L.-C.I.O.

28ème Année — No. 9

SEPTEMBRE 1973

357

Les syndicats libres ne peuvent s'associer avec les "fronts du travail" communistes

Par MARTIN J. WARD

Allocution prononcée le 6 septembre à Blackpool par Martin J. Ward, un des vice-présidents de l'A.F.L.-C.I.O. et président du Syndicat des plombiers, au congrès annuel du T.U.C. (Trades Union Congress) britannique auquel il a participé en tant que représentant de l'A.F.L.-C.I.O.

Comme je suis plombier à Washington, je me sens obligé de "préciser très clairement", comme on dit, que je n'habite pas dans les sous-sols de la Maison Blanche.

Le fait est que, aux élections, je vote d'habitude pour le candidat du parti démocrate, mais pas toujours. Comme vous le savez, la solidarité des partis est bien moins répandue aux Etats-Unis que dans beaucoup d'autres pays démocratiques. Nos électeurs — l'élection de 1972 l'a prouvé — sont grands amateurs du panachage et du changement de parti. Cela cause naturellement une certaine angoisse parmi les dirigeants de nos partis, mais cela les pousse aussi à faire de plus grands efforts. Et cela exalte chez les électeurs le sentiment de leur propre importance, un calmant pour les Américains quand les temps sont difficiles.

Quand je dis que les temps sont difficiles aux Etats-Unis, les syndicalistes et la plupart des travailleurs savent très bien ce que j'entends par là. Ils connaissent le strict contrôle des salaires, cependant que les prix, les taux de l'intérêt, les gains, les loyers et toutes les autres espèces de revenus montent jusqu'aux nues. Le résultat est que, en ces derniers mois, le pouvoir d'achat des travailleurs a décliné.

Les membres du mouvement syndical des Etats-Unis savent parfaitement bien que les problèmes qu'ils rencontrent ne résultent pas exclusivement de facteurs domestiques, mais qu'influent sur eux également diverses forces politiques, économiques et sociales internationales.

Il y a beaucoup à dire sur l'avidité avec laquelle ont joué les sociétés multinationales et les banques. La plupart d'entre elles ont leur siège aux Etats-Unis, mais cela est de moins en moins fréquent. La conduite de leurs affaires et les immunités qu'elles réclament montrent qu'elles n'ont que trop souvent tendance à se comporter comme si elles étaient au-dessus des gouvernements. Leurs activités ont contribué au chômage et à l'érosion de l'assiette de l'impôt aux Etats-Unis, sans que le consommateur y ait gagné grand-chose sous forme d'une diminution des prix. Au contraire, les biens importés sont en général évalués et mis en vente



Le président de l'A.F.L.-C.I.O., George Meany, et Eugen Loderer, président du syndicat ouest-allemand des ouvriers de la métallurgie, discutent de questions intéressant le mouvement syndical européen et international lors de la visite de Loderer à Washington, le mois dernier.

aux Etats-Unis comme s'ils avaient été produits par de la main-d'oeuvre syndiquée.

Le fait est que, où qu'elles aillent, les sociétés multinationales inclinent à perpétuer les marchés de travail à bon marché. A cet égard, la possibilité d'un accroissement de l'arrogance de certaines sociétés multinationales des Etats-Unis et du danger qu'elles représentent, à cause de cette lune de miel entre elles et l'Union soviétique encouragée par Wall Street, inquiète de plus en plus le mouvement syndical américain. L'American Control Data Corporation, qui se développe rapidement, projette de produire et de vendre des ordinateurs dans le monde entier conjointement avec l'Union soviétique. Si le mouvement syndical américain devait essayer de combattre les injustices perpétrées par cette grosse société en association avec le monopole d'Etat de l'U.R.S.S., il ne pourrait attendre aucun secours des travailleurs russes. Voyez-vous, ceux-ci sont impuissants. Ils n'ont pas le droit de se mettre en grève. Ils ne peuvent pas négocier des conventions collectives. Ils n'ont pas de syndicats libres qui organiseraient leur lutte.

Ne l'oubliez jamais, mes amis, ceux qui sont eux-mêmes impuissants ne peuvent guère venir en aide aux autres.

L'A.F.L.-C.I.O. croit en la défense du droit des hommes à la liberté nationale et individuelle et à la dignité. Cette croyance reflète les valeurs et les traditions les plus profondément ancrées de nos membres, en vérité, des plus de 80 millions de travailleurs et travailleuses des Etats-Unis.

Pour nous, il ne s'agit pas là de belles paroles, mais d'une sévère réalité. Jamais nous ne pouvons prendre au sérieux les dires d'un gouvernement quelconque qui prône une détente avec d'autres gouvernements, avec des gouvernements étrangers, s'il n'a pas créé une détente avec ses propres ressortissants. Je suis convaincu que le T.U.C., autant que l'A.F.L.-C.I.O., éprouve une ré-

(Suite page 5)

Le mouvement syndical veille sur les libertés américaines

Par GEORGE MEANY

Extraits du message du président de l'A.F.L.-C.I.O., George Meany, à l'occasion de la Journée du travail 1973.

Seulement dans une démocratie les travailleurs sont maîtres de leur destinée, économique et politique. Pour être libres, les travailleurs doivent vivre dans un système où les hommes sont plus importants que la richesse. Et, en analyse finale, c'est exactement ce qu'est la démocratie.

Nous avons vu le sort de nos confrères ouvriers dans les pays où la démocratie n'existe pas. C'est pour cela que les travailleurs libres s'opposent toujours à la dictature, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Parce que les travailleurs savent ce qui arrive quand leurs droits sont foulés aux pieds et parce qu'ils ont vu ce qui attend les travailleurs et leurs syndicats dans les pays où il n'y a pas de liberté, ils sont légitimement inquiets lorsque ces droits sont menacés. Des événements récents ont renforcé notre résolution de protéger ces droits.

Nous savons que la liberté et la démocratie ne sont pas l'apanage seulement des travailleurs. Le génie de la démocratie consiste à accorder à chaque citoyen des droits égaux, sans accorder à quiconque un traitement spécial, ou le rendre supérieur aux autres.

La menace la plus persistante contre la liberté, contre les droits des Américains, est la crainte. Les idées et les hommes ne peuvent être vraiment libres qu'en l'absence de toute crainte. Ainsi, les Américains doivent savoir qu'ils peuvent exprimer librement leurs idées, sans être considérés comme ennemis de ceux qui sont au pouvoir... que leurs foyers ont des seuils qu'aucun gouvernement ne peut franchir... que la justice sera toujours supérieure à la puissance... que leur gouvernement respecte leurs droits.

On a beaucoup utilisé, et à tort et à travers, la phrase "loi et ordre" au cours des récentes années, mais si "loi et ordre" ont un sens, celui-ci veut dire que chacun, riche ou pauvre, président ou plombier, obéit à la loi; que la loi n'a pas de favoris; que devant elle tous les hommes sont égaux.

Les gens obéissent à la loi quand ils savent que ceux qui sont chargés de l'appliquer lui obéissent également. Cela veut dire que le gouvernement n'utilise pas des tables d'écoute, ne commet pas de cambriolages, ne terrorise pas dans leurs foyers, à la suite d'une dénonciation par un in-

(Suite page 8)

Nouvelles formes de la lutte des travailleurs en Espagne

Par V. BLANC

Dans les pays où règne la dictature, où les syndicats sont interdits comme aussi les conventions collectives et les grèves, les travailleurs trouvent de nouveaux moyens de défendre leurs intérêts, moyens qui répondent spécifiquement aux circonstances dans lesquelles ils se trouvent, mais qui sont inconcevables dans les pays démocratiques. L'U.R.S.S. et les soi-disant "démocraties populaires", ainsi que certains régimes dictatoriaux de l'Amérique latine illustrent ce fait d'une manière frappante. L'Espagne également. Ici, de nouveaux modes de lutte se sont développés, dont le trait principal demeure toutefois la grève, l'instrument le plus efficace des travailleurs. Mais les formes nouvelles du combat exigent des explications, car ni les journalistes ni les touristes ni les visiteurs officiels ne semblent être avertis des changements qui se sont opérés.

En Espagne, il existe une organisation "syndicale" officielle qui est contrôlée par l'Etat et dont le gouvernement Franco nomme les dirigeants. Les "syndicats" sont représentés par des "délégués d'ateliers" et des "comités d'usines" élus en apparence par les travailleurs, mais qui n'ont aucune liberté d'action. Les grèves motivées par des griefs purement économiques (augmentation des salaires) sont tolérées, mais lesdits "syndicats" ont le pouvoir de décider si la grève envisagée est ou non de caractère économique et ensuite, si elle doit être tolérée ou étouffée. De plus, un employeur peut congédier tout travailleur engagé dans une grève. Ce dernier peut cependant appeler de la décision devant le "Tribunal du travail", qui est pour les patrons et se compose de bureaucrates.

Pour bien saisir le caractère de cette organisation "syndicale", souvent condamnée par l'O.I.T., il suffit d'en examiner la composition: elle comprend des employeurs, des administrateurs et des travailleurs, tous membres d'un seul et même syndicat.

Elle n'a pas réussi à empêcher les grèves. A mesure que se modernisait l'économie du pays — bien plus lentement que dans les pays démocratiques de l'Europe occidentale — les travailleurs devenaient plus exigeants et, vers 1960, ils ont organisé, pour défendre leurs intérêts, des groupements nommés "commissions ouvrières". Leurs fondateurs ont toutefois renoncé à ces organismes par la suite, quand les communistes, mettant à profit les ressources dont ils disposaient, réussirent à infiltrer les "commissions" et à les contrôler.

En réalité, les travailleurs espagnols se méfient sérieusement des communistes, alors qu'au contraire les classes moyennes, les intellectuels et les étudiants sont plus portés à avaler leur propagande sans hésitation.

Mais même dans ce domaine, les communistes sont en train de perdre leur influence. La reconnaissance de la Chine communiste par le régime Franco a isolé les maoïstes qui, avant, étaient déjà divisés en trois factions distinctes, et sur le déclin. En outre, l'intensification des relations entre Madrid et Moscou, ainsi que la conclusion d'un accord charbonnier entre la Pologne et l'Espagne précisément alors que les mineurs espagnols étaient en grève (1971-1972) a isolé les trois groupes communistes pro-

V. Blanc est le pseudonyme d'un journaliste qui a suivi de près l'évolution du mouvement syndical en Espagne et a été témoin des événements décrits dans le présent article.

russes. Les trotskystes sont divisés également, en deux factions rivales.

Compte tenu de tout cela, il n'est que naturel que les travailleurs espagnols n'ont guère confiance dans les différents mouvements communistes, qu'ils cherchent dans leurs propres rangs les moyens de se défendre et évitent ceux qu'ils appellent les "politiciens".

Notons aussi qu'il n'y a rien d'extraordinaire à ce que, surgisse une grève sur laquelle les "politiciens" n'exercent aucun contrôle, ceux-ci s'efforcent de saboter les efforts des travailleurs et de jeter le discrédit sur eux en les accusant de "trahison au profit des employeurs" et de "réformisme". Si les travailleurs espagnols manquent de formation idéologique ou syndicale parce que le régime la leur interdit, ils voient clair néanmoins dans le jeu des "politiciens".

Pendant les grèves, les travailleurs ont souvent essayé de rallier à leur cause les groupements estudiantins, les intellectuels et les membres des professions libérales (avocats, médecins, etc.), mais ils y sont rarement parvenus. Quand un appui leur était accordé, c'était d'ordinaire pour user des revendications ouvrières au profit d'une autre cause politique quelconque qui, en général, avantageait les communistes.

Personne ne doit seurrer au point de croire que la classe ouvrière d'Espagne est résignée à son sort. Il est certain que le travailleur a obtenu certains avantages matériels: la possession d'appareils de télévision, de réfrigérateurs et même de motocyclettes (les automobiles coûtent trop cher) n'a rien d'extraordinaire. Mais il n'est pas aussi aisé de se les procurer en Espagne que dans d'autres pays de l'Europe occidentale. Le travailleur moyen doit consentir de plus gros sacrifices: emplois supplémentaires ou cinq à huit heures supplémentaires de travail par jour, par exemple.

Le désir normal d'améliorer son niveau de vie et le nombre d'heures de travail requis pour satisfaire ce désir expliquent pourquoi l'Espagne est peut-être le seul pays au monde où les travailleurs font la grève afin non pas de diminuer, mais d'augmenter le nombre d'heures de travail, de prolonger plutôt que de raccourcir la semaine de travail. Sans cela, le travailleur ne pourrait se permettre la moindre commodité.

Il n'est pas exact non plus que la méfiance dont témoignent les travailleurs à l'égard des groupes politiques de l'opposition (maniés presque tous au moyen du terrorisme politique par l'une ou l'autre faction du parti communiste qui menace de les accuser d'être des "réactionnaires", des "réformistes", des "proimpérialistes", etc.), ait mené à la démoralisation de la classe ouvrière. Au contraire, cette méfiance a engendré la confiance en soi: en renonçant à la présence de groupes politiques au sein de leurs mouvements contestataires, les travailleurs ont compris qu'ils prenaient eux-mêmes les décisions qui les concernaient, ce qui a

renforcé leur indépendance et leur capacité de résister.

Un exemple, pris de la vie quotidienne, aidera à faire comprendre comment les nouveaux modes de lutte se développent et sont développés par le travailleur espagnol. Dans le cadre d'une industrie espagnole en voie de développement, la Société Harry-Walker de Barcelone est un cas important. Elle a 500 employés (un tiers sont des femmes) partagés en deux grands groupes: les ouvriers qualifiés avec droits d'ancienneté (150, environ) et les immigrants du Sud, récemment engagés, qui exécutent les travaux non qualifiés. La Société, propriété espagnole, produit des pièces de rechange pour automobiles et s'est agrandie considérablement; son capital s'est multiplié plusieurs fois au cours des 20 dernières années. Elle appartient à un consortium international qui a des usines en Angleterre, en Italie et en France.

On trouve parmi les travailleurs quelques employés âgés qui étaient affiliés au mouvement anarcho-syndicaliste avant la guerre civile et quelques jeunes (une douzaine, environ) qui font partie de groupements maoïstes et trotskystes. Pas de communistes partisans de Moscou. Le reste des travailleurs ne se rangent sous aucune étiquette idéologique, les questions politiques leur sont indifférentes (si peu qu'elles puissent être discutées dans le pays) et ils n'ont pas l'expérience du syndicalisme. Après la guerre civile, la Société Harry-Walker n'a connu aucun différend concernant le travail ni aucune grève.

Vers la fin de 1971, elle a agrandi ses locaux, installé de nouvelles machines et haussé le taux de production sans accorder de compensation pécuniaire à ses travailleurs. En conséquence, ceux-ci ont commencé à exprimer leur mécontentement entre eux dans leurs conversations dans les cours de l'usine et pendant les moments de repos. Plusieurs jeunes travailleurs se sont mis à tenir des réunions privées et ont décidé d'essayer d'organiser leurs camarades de travail en vue de protester contre le relèvement du taux de la production. Les organisateurs ont fait appel aux "politiciens", croyant naïvement qu'ils étaient plus expérimentés, et on a créé le "Comité unifié" (Comité Unificado). Celui-ci a convoqué une réunion générale des travailleurs qui devait avoir lieu pendant une des périodes de repos. Cent cinquante personnes à peine ont assisté à la réunion. Le Comité a décidé de stopper le travail à l'usine pendant 15 minutes. Presque tous les travailleurs ont participé au stoppage et la société a riposté par la suspension du paiement des salaires de plusieurs travailleurs pendant deux mois. Indignés, les travailleurs ont organisé d'autres stoppages qui ont entraîné de nouvelles suspensions.

Un plus grand nombre de travailleurs assistaient aux réunions et celles-ci avaient lieu maintenant presque tous les jours. Des groupes de travailleurs avaient été organisés et chargés de se rendre dans le voisinage pour expliquer aux gens ce qui se passait et de se mettre en rapport avec les travailleurs d'autres entreprises. Désormais, les travailleurs réclamaient non seulement le retour à l'ancien horaire de travail, mais aussi la

(Suite page 7)

Les syndicats libres du Sud-Vietnam face aux problèmes de l'après-guerre

Par BEN SHARMAN

Depuis la signature, à Paris, le 27 janvier 1973, de l'accord sur le cessez-le-feu au Vietnam, toutes les troupes américaines ont quitté le pays et bien que les combats n'aient pas cessé complètement, leur intensité diminue peu à peu. Le passage d'une longue période de guerre à la paix n'est pas facile pour le peuple vietnamien, pour qui l'avenir est très prometteur et en même temps très incertain. Le mouvement syndical devra jouer un rôle important, pour répondre à l'attente des travailleurs et par conséquent on doit lui permettre de se développer et de fonctionner sur des bases libres, démocratiques.

La Confédération vietnamienne du travail (C.V.T.), la fédération syndicale la plus importante au Vietnam, qui comprend 300 000 membres, a été fondée il y a presque un quart de siècle et n'a jamais connu la paix. Maintenant que la guerre est terminée, il faut espérer que les buts fixés depuis si longtemps seront atteints et que l'organisation sera capable de se développer et de fonctionner en tant que syndicat libre et viable.

Il est certain que le mouvement syndical aura à faire face à de nouvelles gageures aussitôt que le Vietnam commencera un programme de développement industriel. Depuis la signature de l'Accord de paix de Paris des dizaines de corporations étrangères ont étudié les possibilités au Vietnam et sont prêtes à s'y installer aussitôt que la stabilité sera complètement assurée. Les personnalités officielles du gouvernement ont prêté que si les possibilités de développement promises se matérialisent, l'expansion industrielle égalera bientôt celle de Corée et de Taïwan. On a promis des investissements de millions et de millions de dollars et on s'attend à ce que les sociétés multinationales soient attirées par la présence d'une nombreuse main-d'oeuvre qualifiée et spécialisée qui a été formée pendant la guerre pour entretenir et réparer le matériel militaire.

On peut sérieusement craindre que le gouvernement, afin d'encourager les compagnies multinationales à investir au Vietnam, suive la politique des autres pays en voie de développement en Asie et offre des avantages qui comprendraient l'imposition de contrôles et de restrictions aux syndicats. Ce serait une grave erreur dans un pays qui sort d'une guerre pour la liberté longue et dévastatrice, parce qu'un syndicat libre est l'un des éléments essentiels d'une société libre et démocratique. Les dirigeants de la C.V.T. comprennent qu'ils ont la tâche formidable de développer une telle organisation et se rendent très bien compte du danger du contrôle gouvernemental.

Ils sont également profondément inquiets de la menace de l'infiltration communiste qui est devenue imminente depuis la signature de la paix. Depuis la création de la C.V.T., en 1949, les communistes ont assassiné plus de 200 de ses dirigeants, et on a attenté cinq fois à la vie du président de la C.V.T., Tran Quoc Buu. En février 1973, un mois après la signature du traité de paix, le Viet Cong a brutalement assassiné Cao Van Nang, représentant de la C.V.T. pour la province de Vinh Binh et vice-président de la Fédéra-

Ben Sharman est le directeur du Département des affaires internationales du Syndicat des mécaniciens. Il faisait partie d'une délégation de l'A.F.L.-C.I.O. qui a visité récemment le Vietnam du Sud pendant une semaine pour examiner les progrès et les problèmes du mouvement syndical vietnamien.

tion des fermiers, et cet incident ainsi que d'autres événements ont provoqué une profonde inquiétude parmi les dirigeants de la C.V.T. en ce qui concerne les intentions des communistes.

Dans une déclaration écrite de source communiste, ceux-ci annoncent ouvertement leur intention de noyauter le mouvement syndical au Vietnam et de s'en emparer, maintenant que la guerre est terminée. Leurs cadres ont reçu des instructions spécifiques sur la façon d'atteindre ce but. Lutter contre les communistes n'est qu'une partie de la tâche future de la C.V.T., car il est également possible que le gouvernement essaye de s'emparer du mouvement syndical pour des raisons politiques ou de lui imposer des contrôles stricts afin d'attirer des investissements étrangers.

L'incarcération de syndicalistes après une récente grève des membres de la Fédération des cheminots, qui ne dépend plus de la C.V.T. depuis 1965, a aussi causé une profonde inquiétude, non seulement parmi les syndicalistes au Vietnam mais aussi parmi les organisations syndicales libres à travers le monde. Le débrayage de deux heures a eu lieu parce que les cheminots n'avaient pas reçu une allocation de cherté de vie égale à celle que les autres employés des entreprises publiques avaient obtenue auparavant. Après cette courte grève les revendications du syndicat ont été satisfaites mais vingt-six cheminots et six sympathisants appartenant à d'autres syndicats, plus petits, ont été arrêtés par la police. Les vingt-six cheminots et deux des sympathisants ont été retenus par la police, sans être inculpés, mais finalement remis en liberté. Les autres quatre sympathisants ont été retenus plus longtemps sans être inculpés et ont été finalement accusés d'activités communistes.

Il est clair que devant faire face à ce genre de problèmes, la C.V.T. passe par une période très critique et a besoin à la fois d'un soutien moral et financier des syndicats libres et démocratiques de par le monde. Pendant les années de guerre l'A.F.L.-C.I.O. et des organisations syndicales d'autres pays ont aidé la C.V.T. à se développer et à grandir dans des circonstances très difficiles. Des syndicats affiliés à l'A.F.L.-C.I.O. ont aussi octroyé leur aide individuellement pendant la période de guerre. Par exemple, il y a quelques années le Syndicat des mécaniciens a recueilli suffisamment d'argent, grâce aux contributions volontaires de ses membres, pour construire une école pour la C.V.T.

Depuis la création de l'Institut asiatico-américain pour le syndicalisme libre (AAFLI) l'aide de l'A.F.L.-C.I.O. a augmenté considérablement et on a établi des projets de fourniture d'engrais et de tracteurs par l'intermédiaire des coopéra-

tives que fait fonctionner la C.V.T. Grâce à l'aide et à l'expérience du Syndicat des dockers américains (I.L.A.) on a créé un centre d'embauchage pour dockers, ce qui est une innovation au Vietnam. Ceci fut accompli en coopération avec les employeurs et le gouvernement en dépit de l'opposition de ceux qui embauchaient précédemment et qui profitaient des pots de vin et de la corruption au dépens des dockers.

Une grande partie du programme de l'AAFLI a été consacrée à l'éducation et ceci acquérera de l'importance lorsqu'il y aura une industrialisation à grande échelle. Il n'y a eu que peu d'activité syndicale dans le secteur industriel relativement restreint, mais on prépare déjà un projet qui accroîtra les activités de l'organisation dans ce domaine, et si cela se concrétise, la C.V.T. sera obligée de s'adapter et aura besoin d'aide pour résoudre le nouveau genre de problèmes et répondre aux gageures qui apparaîtront alors.

Dans le passé, la C.V.T. a surtout cherché à organiser les fermiers et les travailleurs agricoles. Les possibilités d'accroître à l'avenir le nombre de membres dans le Delta du Mekong et dans d'autres régions où il était difficile de travailler dans des conditions de temps de guerre sont très prometteuses, et si le syndicat grandit comme on s'y attend, il sera absolument nécessaire d'introduire dans ces régions des projets de coopération et d'éducation.

Au Vietnam les industries du textile, des conserves, de la pêche et du tourisme vont probablement se développer d'une façon importante et la production de denrées alimentaires va probablement augmenter dans une région qui était autrefois connue comme "la rizière nourricière du monde". Il faut que ces industries se développent le plus rapidement possible, étant donné que le Vietnam se trouve actuellement dans la situation peu enviable de devoir accroître vingt-six fois ses exportations pour équilibrer son budget, si ses importations doivent demeurer au niveau de 1973. En dépit de cela on a prêté qu'étant donné son grand potentiel de développement, il n'y a aucune raison pour que le Vietnam ne devienne économiquement indépendant au bout d'un certain nombre acceptable d'années. Un mouvement syndical vital pourrait certainement jouer un rôle efficace en stimulant le développement social et économique et pourrait assurer aux travailleurs leurs bénéfices légitimes provenant de tout progrès futur.

Etant donné les formidables problèmes auxquels doit faire face au Vietnam le mouvement syndical, il est impossible de prédire ce que l'avenir lui réserve mais si l'on considère la persévérance et le courage dont a fait preuve la C.V.T., au cours de presque un quart de siècle de guerre, il est clair qu'il existe la vigueur et la volonté nécessaires pour vaincre les difficultés futures, quelle que soit leur importance.

En 1969, à l'occasion du 20ème anniversaire de la C.V.T., le président de l'A.F.L.-C.I.O., George Meany, a envoyé un télégramme au président Buu, dont un passage disait: "Vous pouvez compter sur la solidarité et le soutien sincère du syndicalisme

(Suite page 4)

Vers la réalisation des objectifs de la Marche sur Washington de 1963

Par BAYARD RUSTIN

Les 10 années écoulées depuis 1963, date de la Marche sur Washington pour l'emploi et la liberté, ont apporté aux Américains noirs des progrès sans précédent. S'agissant des seuls droits civiques, nous avons vécu l'adoption de la loi sur les droits civiques de 1964, de la loi sur les droits électoraux et des lois portant abolition de la capitation et de la discrimination en matière de logement.

Pendant cette même décennie, toutefois, nous avons aussi connu des conquêtes qui dépassent celles d'un caractère purement civique. Progrès moins dramatiques et dont la signification est susceptible d'interprétations diverses, notre situation économique s'est améliorée régulièrement; le nombre de Noirs vivant dans la pauvreté a diminué sensiblement; les améliorations intervenues dans l'enseignement sont universellement reconnues et la composition de la classe travailleuse noire s'est profondément modifiée.

Or, nous signalons ces résultats précisément alors que le président Nixon déclare à lui tout seul la fin de la crise urbaine et s'efforce, par ses discours et sa politique, de susciter dans le pays un climat d'indifférence aux maux sociaux. Si les années 60 ont constitué une période au cours de laquelle les libéraux dirigeaient l'élan vers l'évolution sociale, les années 70 forment le début d'une ère de régression dont le meilleur exemple est l'insensibilité du gouvernement devant la première augmentation du nombre de familles pauvres constatée depuis plus de 10 ans.

Il nous faut donc ne pas mésestimer la persistance de l'injustice raciale au sein de la société américaine; ne pas fortifier à notre insu ceux qui affirment gaiement qu'il est tout simplement impossible au gouvernement d'en faire plus pour les pauvres.

Les programmes de la "Grande Société" annoncés par le président Johnson ont souvent été qualifiés d'échecs. Mais nous devons

Bayard Rustin, directeur exécutif de l'A. Philip Randolph Institute, est depuis 30 ans un des chefs et des stratèges les plus éminents du mouvement pour les droits civiques. Il a organisé la célèbre Marche sur Washington de 1963.

faire valoir avec insistance qu'il n'y a eu d'échec que lorsque le financement de ces programmes était insuffisant et qu'ils visaient de faux objectifs.

On devine que les conservateurs, lorsqu'ils critiquent toujours davantage les programmes de la "Grande Société", servent souvent leur propre intérêt. Si les résultats acquis grâce à ces programmes n'ont pas toujours atteint les cimes vantées par leurs promoteurs, les efforts faits dans la période Johnson n'ont cependant pas abouti à la faillite totale proclamée par le président Nixon.

Un programme grâce auquel le pourcentage des familles noires qui vivent dans la pauvreté a été réduit de 55 à 32 p. 100 ne peut être qualifié d'échec. Non plus qu'un programme grâce auquel 400 000 emplois ont été fournis aux Noirs entre 1961 et 1969, le nombre de familles noires entassées dans des locaux exigus ou habitant des logements dépourvus d'installations sanitaires adéquates a subi une forte diminution et des milliers de Noirs ont trouvé l'occasion de poursuivre des études supérieures et l'encouragement nécessaire à cet effet.

Un des résultats les plus significatifs des programmes de la "Grande Société" est le changement radical qui s'est opéré dans la composition de la classe travailleuse noire. Les Noirs ne sont plus groupés exclusivement tout au bas de la structure économique, occupés à des travaux de manoeuvres, marginaux et mal payés. Entre 1960 et 1971, le nombre de Noirs engagés comme employés, ouvriers spécialisés ou ouvriers qualifiés a augmenté de 69 p. 100, alors que celui de Noirs domestiques, manoeuvres ou serveurs a diminué de 13 p. 100. Au lieu de former une classe économique inférieure comme ils le faisaient en 1960, on peut dire que les Noirs sont actuellement en train de passer dans ce qu'on appelle en général la classe travailleuse.

La grandeur du progrès est la justification des valeurs essentielles défendues par le mouvement pour les droits civiques et que reflétait la Marche sur Washington de 1963: intégration, adhésion à la non-violence et confiance en la capacité ultime du gouvernement d'établir les modifications sociales.

Maintenant que la rhétorique sur le "pouvoir noir" s'est calmée, il vaut de noter que les Noirs qui ont réussi le mieux en politique électorale: la représentante Barbara Jordan, du Texas, le représentant Andrew Young, de Georgia et le maire de Los Angeles, Thomas Bradley, pour ne citer que trois exemples récents, sont sortis de l'école de l'intégration.

C'est en grande partie au triomphe électoral de Nixon en 1968 qu'est dû le fait que nous sommes entrés dans la politique; un conservateur à la Maison Blanche nous

a fait comprendre que ce que nous avons acquis au moyen de la protestation pouvait être perdu aisément aux urnes.

Nous avons voulu avant tout augmenter notre force politique au niveau local. Partant de cet objectif, nous avons réalisé des gains sérieux. Alors qu'une poignée seulement de Noirs avaient été élus à des postes électifs dans le Sud avant 1965, plus de 1100 sont en fonction maintenant. Au lieu des six Noirs que comptait le Congrès des Etats-Unis en 1965, il en a 16 maintenant, y compris un sénateur. Et plus d'un million de Noirs exercent actuellement dans le Sud le droit de vote dont ils étaient jadis privés.

Il est certain qu'il ne faut pas sous-estimer l'effet psychologique des victoires électorales (Congrès et mairie) d'Atlanta, de Los Angeles et de Newark; leur influence a dépassé le ghetto et elles ont encouragé tous les Noirs à exiger une juste part du contrôle politique et à s'efforcer de l'obtenir.

Mais l'influence de ces victoires essentielle-ment de caractère local s'évanouira si nos visées politiques n'embrassent pas toute la scène nationale. Nous serions maîtres, au plan politique, de toutes les grandes villes du pays que nous n'aurions pas supprimé pour autant le ghetto ni résolu les problèmes fondamentaux des appauvris de nos cités. Et s'il nous arrivait de nous leurrer au point de ne viser que des objectifs purement locaux, nous risquerions les mêmes désillusions et déceptions que celles qu'a endurées le mouvement pour les droits civiques lorsque ses adhérents se sont rendu compte du degré de complexité de la discrimination économique comparativement à la discrimination sociale.

La coalition capable de réaliser les vastes programmes nationaux qui referont l'Amérique en suivant des lignes égalitaires et démocratiques n'est pas l'alliance qu'Eric Goldman décrit avec approbation comme une alliance "des riches, des gens éduqués et des gens dévoués avec les pauvres". Il s'agit plutôt d'une coalition qui poursuit des objectifs de la classe travailleuse, défend les valeurs chères aux travailleurs et compte parmi ses dirigeants des représentants syndicalistes.

Ce n'est pas pour des raisons purement stratégiques que j'appuie ce genre d'alliance. Car j'estime que le mouvement syndical, depuis la Marche sur Washington de 1963, a exercé sur notre progrès économique une influence plus prononcée que celle de n'importe quelle autre force sociale. Le mouvement syndical non seulement a appuyé les programmes de la "Grande Société", il a aussi invité le président Johnson à aller au delà des demi-mesures que comprenait la guerre à la pauvreté.

En tant qu'une institution qui, comme toutes les autres institutions américaines, pratiquait la discrimination, le mouvement syndical a accompli des progrès importants en s'efforçant d'extirper les derniers préjugés. Les dernières statistiques publiées par le Département du travail démentent la fable selon laquelle les syndicats du bâtiment s'opposent avec intransigeance aux objectifs des travailleurs noirs: de 1968 à 1972, le pour-

Vietnam du Sud

(Suite de la page 3)

américain dans votre courageuse lutte pour la protection de l'indépendance du peuple sud-vietnamien et pour la promotion de la démocratie, de la justice sociale, de vraies réformes agraires et la sécurité nationale."

Une délégation, envoyée récemment au Vietnam par le Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. pour déterminer la présente situation des syndicats et les principaux problèmes, a trouvé que le même soutien de la part de l'A.F.L.-C.I.O. était aussi nécessaire aujourd'hui qu'alors. Il faut espérer que les organisations syndicales libres à travers le monde vont réunir leur soutien financier et moral afin d'aider les travailleurs vietnamiens pendant leur période difficile de transition. Développer un mouvement syndical libre dans un pays où la majorité de la population n'a jamais connu la paix serait certainement un but méritoire pour tous.

Les syndicats libres ne peuvent s'associer avec les "fronts du travail" communistes

(Suite de la première page)

pugnance absolue pour les conditions décrites par le lauréat du prix Nobel, Soljenitsyne: "Quant on entend toutes les discussions sur la liberté d'émigration touchant des milliers d'êtres humains, on ne peut qu'être frappé par le fait que des millions de gens sont privés du droit de choisir le lieu de leur résidence et leur emploi même dans leur propre pays."

Comme vous le savez, nous n'avons pas toujours été entièrement d'accord avec notre gouvernement actuel ni avec d'autres avant lui pour ce qui était de sa politique étrangère.

Puisque les Etats-Unis ont donné les vies et le trésor du peuple américain pour prévenir l'agression et les conquêtes des dictatures, nous sommes fiers de nos efforts et des résultats que nous avons pu obtenir en association avec nos alliés.

En vérité, les travailleurs des Etats-Unis ont porté plus que leur part du fardeau et ont sacrifié un grand nombre de leurs fils pour défendre la liberté. De cela, nous sommes fiers.

centage des non-Blancs inscrits aux cours de formation des apprentis organisés par les syndicats du bâtiment a plus que doublé; il est passé de 7,2 p. 100 à 15,1 p. 100.

De plus, pendant les années à venir, le programme du mouvement syndical va acquérir plus d'importance encore pour les Noirs. De l'isolement racial d'avant la Marche de 1963, nous sommes arrivés au stade où nous détenons les droits, mais non les moyens d'entrer dans la société. A l'heure actuelle, au fur et à mesure que nos besoins se mettent à coïncider avec ceux d'autres millions de travailleurs américains, nous allons réclamer précisément les choses pour lesquelles le mouvement syndical combat tous les jours.

En fusionnant nos objectifs avec ceux de la classe travailleuse, bien plus nombreuse, nous n'oublions pas les besoins particuliers des Noirs: nous reconnaissons les racines économiques de ces besoins. La hausse du salaire minimum aura un effet spécialement précieux pour les Noirs parce qu'un nombre disproportionné d'entre eux exercent toujours les emplois les moins bien payés. Si le salaire minimum venait à s'appliquer aux gens de maison, les femmes noires en profiteraient plus que n'importe quelle autre portion de la force ouvrière. Un programme visant à garantir le plein emploi ferait plus de bien que toute la collection de programmes spéciaux que le public considère invariablement comme avantageux seulement pour les Noirs.

Pris dans son ensemble, le programme du mouvement syndical est essentiellement un défi lancé à la discrimination dans le domaine économique et aux privilèges mal fondés. Sa mise en oeuvre remplirait la promesse de la Marche sur Washington de 1963.

Nous souhaitons que nous puissions nous réjouir sincèrement avec ceux qui — en toute candeur, certes — célèbrent "le radoucissement du temps". Nous aussi, nous souhaitons qu'il fasse bon et chaud et paisible, que nous puissions relâcher nos efforts dans le domaine international et diminuer nos responsabilités, non seulement pendant notre génération, mais pendant de nombreuses générations à venir.

Mais il ne fait ni beau ni paisible en Asie du Sud-Est, bien que nous ayons quitté cette partie infortunée du monde; il ne fait ni beau ni paisible au Moyen-Orient, même si nous n'y sommes pas allés. Le vaillant peuple d'Israël sait comment il doit défendre sa démocratie et sa liberté nationale.

Un style "relations publiques" pour aborder les dures réalités de la tyrannie dans le monde ne la fera pas disparaître. Le mouvement syndical américain s'élève contre toute sorte de tyrannie, peu importe la couleur du drapeau dans lequel elle se drappe ou la sonorité de ses prétentions au progrès. A l'A.F.L.-C.I.O., nous faisons valoir cela en dépit du désir très répandu de se laisser leurrer en matière politique afin d'éviter les rudes questions de la réalité internationale et d'oublier qu'à la base du conflit se trouvent des différences fondamentales de principe.

Nous ne pouvons, quant à nous, nous empêcher de poser ces questions. L'enjeu est trop grave pour l'humanité et surtout pour cette portion de l'humanité que forme le mouvement syndical libre. Ceux du mouvement syndical américain ne sont ni des faucons ni des colombes. Très certainement, ils ne sont pas des autruches. Ils n'enfouissent pas leurs têtes dans le sable, leurs postérieurs en l'air dans une pose de stupide optimisme.

Nous nous demandons donc ceci: cette prétendue détente, qu'a-t-elle apporté à notre côté? Qu'avons-nous gagné à cette fin tant vantée de la guerre froide?

Pourquoi l'armée d'occupation soviétique en Allemagne orientale a-t-elle été renforcée de 500 blindés au cours de ces derniers mois? Pourquoi le mur de Berlin n'est-il pas tombé? Pourquoi la doctrine Brejnev n'a-t-elle pas été liquidée? Pourquoi l'armée d'occupation soviétique n'a-t-elle pas quitté la Tchécoslovaquie? Tous les travailleurs de Tchécoslovaquie, qui ne demandaient qu'un "socialisme au visage humain", rien de plus, sont-ils revenus des régions désertiques et des camps de travail de Sibérie? L'O.I.T. pourrait bien faire une enquête à ce propos. La subversion a-t-elle pris fin? Le budget militaire soviétique a-t-il été diminué le moins du monde? Pourquoi, en cette période de grande détente, l'U.R.S.S. a-t-elle accru ses forces aériennes tactiques et agrandi ses dépôts de munitions en Europe centrale?

Enfin, les captifs, les millions et millions qui se voient refuser le droit de décider eux-mêmes de leur sort ont-ils gagné un grain d'espoir de plus? Ont-ils des syndicats? Ont-ils le droit de faire la grève? Et que leur advient-il quand ils essaient de lutter contre

les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et l'injustice? Je parle de syndicats où les délégués des travailleurs les représentent réellement, sont élus par les travailleurs, ne sont pas nommés par le parti et peuvent négocier honnêtement avec une direction qui n'est pas soutenue par une milice armée cachée dans les coulisses.

Vous, travailleurs britanniques, savez aussi bien que nous que la tyrannie est chose mauvaise, toujours mauvaise. C'est un mal en 1973 autant qu'en 1933. Aucun mouvement syndical ne peut aider la cause de la liberté et de la justice sociale, où que ce soit, quand il fait ménagement avec la dictature ou l'une ou l'autre de ses filiales n'importe quand, n'importe où. Cela n'est pas de jeu. Que des chefs de syndicats libres s'en aillent à Moscou conclure des accords avec des policiers douteux nommés par un parti tout-puissant pour contrôler la masse des travailleurs du pays et aussi des pays satellites, voilà qui répugne à notre peuple, à tous nos travailleurs.

Voyez comme l'attitude de nos partisans zélés de la détente, si désireux d'oublier l'oppression de leur prochain et de fermer les yeux sur son sort, contraste avec l'attitude héroïque d'André Sakharov, savant de renommée mondiale, qui a invité l'Amérique à adopter l'amendement Jackson et à exiger des Soviétiques qu'ils fassent des concessions touchant la liberté en U.R.S.S., le droit d'émigrer librement qui est si clairement stipulé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies.

Franchement, nous, les syndicalistes américains, sentons chez certains de nos collègues européens — dont nous ne mettons pas en doute l'adhésion à la démocratie — une tendance, que nous redoutons, à substituer du roman grandiloquent à la dureté des faits.

Oui, une tendance à oublier l'expérience qu'ils ont eux-mêmes vécue, quand ils ont très justement rejeté et répudié la Fédération syndicale mondiale parce qu'ils estimaient qu'elle était le bras droit d'une dictature cruelle et agressive qui était contre le Plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe et voulait subvertir et dominer le continent en faveur d'un régime totalitaire barbare.

Bien des choses se sont passées depuis. Le temps ne s'arrête pas. Mais tous les événements et tous les changements qui sont intervenus depuis la répudiation de la F.S.M. comme depuis le viol de la Tchécoslovaquie il y a cinq ans n'ont fait que confirmer la justesse de la conduite du T.U.C. lorsqu'il s'est mis à la tête des syndicats libres d'Europe il y a 25 ans et encore il y a cinq ans pour dénoncer les fausses organisations du travail qui se faisaient passer pour des syndicats libres.

Mes amis, nous savons fort bien qu'il y a une différence entre la ligne de conduite adoptée par les gouvernements dans leurs relations diplomatiques, d'une part et, d'autre part, les principes qui guident les syndicats. Il existe toutes sortes de gouverne-

(Suite page 6)

Pourquoi l'A.F.S.C.M.E. a annulé son voyage en Union soviétique

Le 24 août 1973, William Lucy, secrétaire-trésorier de la Fédération américaine des employés municipaux, de comtés et d'Etat (A.F.S.C.M.E.), A.F.L.-C.I.O., a fait une déclaration dans laquelle il annonçait, au nom de l'A.F.S.C.M.E. et de son président, Jerry Wurf, qu'un voyage projeté en Union soviétique par six membres représentant le syndicat avait été annulé. "Au début de ce mois-ci", dit-il, "nous avions accepté une invitation du Syndicat des travailleurs des institutions d'Etat de l'Union soviétique. Mais, à la lumière d'événements récents, le président Wurf et moi-même estimons qu'une visite en ce moment en Union soviétique serait déplacée et en désaccord avec les principes fondamentaux du syndicalisme. La délégation de l'A.F.S.C.M.E. se rallie de tout coeur à notre décision. . .

"Le président Wurf et moi-même estimons que, par notre décision d'annuler notre visite, nous réaffirmons nos engagements moraux. Notre syndicat comprend 625 000 membres et, parmi nos chefs et dans nos rangs (ainsi d'ailleurs que dans notre délégation de six membres), nous comptons des membres de toutes les races et de toutes les confessions, et de toutes couleurs. Or, le principe primordial de la philosophie de notre syndicat veut qu'aucun membre de l'A.F.S.C.M.E., quelles que soient sa couleur de peau ou ses croyances religieuses, ne se voie refuser dignité et justice. Nous ne tolérons aucune sorte de discrimination, ni au sein de notre Syndicat, ni dans nos relations avec les employeurs

de nos membres. Il est donc clair que nous ne saurions, en bonne conscience, visiter l'Union soviétique en ce moment."

Lucy a dit qu'au nom de la délégation de l'A.F.S.C.M.E. il a envoyé le 23 août 1973 un télégramme à George Makeyev, président du Syndicat des travailleurs des institutions d'Etat, déclinant l'invitation et résumant les raisons qui menaient à ce refus.

Suit le texte de ce câble qui porte les signatures de Wurf et de Lucy:

Au nom de l'A.F.S.C.M.E.-A.F.L.-C.I.O., nous regrettons de vous informer que nous nous voyons obligés, par de récents événements en U.R.S.S., d'annuler la visite de six de nos membres dans votre pays.

Ce refus de votre généreuse invitation est une décision qui a été atteinte par notre direction et que chacun des six membres de la délégation, qui comptait partir pour l'U.R.S.S. le 24 août 1973, a approuvée.

Etant donné les récents événements en U.R.S.S., notre délégation estime qu'une visite dans votre pays en ce moment ne serait pas recommandée et contraire aux principes fondamentaux du syndicalisme tels que nous les comprenons.

Bien que nous croyions qu'un contact soit désirable et nécessaire entre les syndicalistes et toute la population de nos deux grands pays, nous devons aussi affirmer notre conviction que tout homme a droit à la justice et à la dignité, quelles que soient sa race, sa couleur et ses convictions religieuses.

L'A.F.S.C.M.E. avait accepté votre invitation en croyant qu'une ère de détente entre nos deux nations était arrivée et, avec elle, un relâchement concomitant des tensions en Union soviétique même. Récemment, cependant, nous avons été confrontés par de nouvelles preuves de discrimination contre des minorités dans votre pays, ainsi que par l'apparente répugnance de certains officiels soviétiques d'empêcher ces discriminations. Nous en avons conclu qu'en ces circonstances notre visite n'est pas recommandée.

J'espère sincèrement que la décision unanime de notre délégation n'exclut pas la possibilité de futures visites par nous ou par vos collègues et, au nom de la Fédération américaine des employés d'Etat, de comtés et municipaux, je voudrais vous faire part de nos vœux sincères pour un climat plus propice à une rencontre de nos groupes respectifs.

L'A.F.L.-C.I.O. et le T.U.C.

(Suite de la page 5)

ments: des démocraties, des dictatures militaires et des régimes carrément totalitaires. Les pays ne cessent pas d'être des Etats nationaux parce qu'ils ont des gouvernements répréhensibles qui refusent à leurs peuples les droits fondamentaux de l'homme. Mais il n'y a pas syndicat si le syndicat n'est pas libre, et il n'est pas libre s'il est régi par le gouvernement; il n'est qu'un instrument.

Il peut exister des gouvernements qui ne sont pas libres, mais il ne peut pas exister de syndicats qui ne sont pas libres. Quand les syndicats ne sont pas libres et ne peuvent échapper au contrôle d'une autorité quelconque, ils ne sont pas des syndicats, qui que soit et où que soit le contrôleur, et quels que soient les dogmes ou les mensonges qui le meuvent.

Donc, quand on conclut des accords avec Chélepine, on ne traite pas avec un dirigeant syndical. On conclut des accords avec l'homme d'une dictature totalitaire. Oui, avec l'ancien chef de la police politique de l'Union soviétique.

Ne croyez pas que quiconque puisse par là améliorer les droits, l'avenir, les perspectives des travailleurs russes ni de n'importe quel autre peuple épris de liberté, où qu'il se trouve derrière le rideau de fer.

Les Secrétariats professionnels internationaux, qui forment la charpente du mouvement syndical libre, ont été secoués par tout cet échange de propagande pour la détente. Certains ont admis des syndicats d'obédience communiste dans leurs rangs; d'autres envisagent de le faire. Les Secrétariats subsistent une campagne intensive qui vise à les faire absorber par la bureaucratie de la Confédération européenne des syndicats en

vue de supprimer l'empêchement à une collaboration entre les syndicats libres et les syndicats des Etats totalitaires qui sont en réalité des fronts du travail.

Mes amis, l'A.F.L.-C.I.O. appuie les Secrétariats professionnels internationaux. Nous continuerons à le faire aussi longtemps qu'ils sont indépendants et soutiennent les principes des syndicats libres.

Récemment, des représentants des syndicats libres européens et des fronts du travail communistes se sont rencontrés pour discuter de prétendus intérêts identiques. Les dirigeants des syndicats libres conversent avec ceux des fronts du travail des dictatures! Leurs pourparlers n'encourageront nulle part la paix ni la liberté. Ecoutez les avertissements des scientifiques, des intellectuels et des dissidents qui aiment la liberté en U.R.S.S., plutôt que les cajoleries de leurs oppresseurs. Les forces démocratiques existant derrière le rideau de fer connaissent de première main la situation dans leur pays. La vie leur a enseigné les réalités brutales de la dictature, souvent dans des camps de concentration et des prisons, non pas au cours de visites guidées ou de réceptions en l'honneur de dignitaires momentanément utilisables — réceptions assorties de vodka et de caviar.

Nous entretenons avec le T.U.C. des relations fraternelles. Nos rapports avec lui sont durables en dépit des différends du moment. Nous avons, lui et nous, souvent passé par des expériences semblables et il est certain qu'à l'avenir nous serons étroitement liés comme nous l'avons été par le passé, peu important la distance qui nous sépare et les chemins que nous parcourons. Nous sommes fermement convaincus que les idéaux et les objectifs essentiels que nous partageons seront bien plus forts que les différends qui nous divisent à l'heure actuelle.

Meany invite les Etats-Unis à secourir immédiatement les Africains victimes de la sécheresse

Le 3 août 1973, le président de l'A.F.L.-C.I.O., George Meany, a envoyé au président Nixon la lettre suivante.

La sécheresse désastreuse dans les Etats de l'Afrique centrale cause de sérieux problèmes aux millions d'individus souffrant de la faim, de la soif et mourant dans cette région.

De nombreux Américains, et particulièrement les membres des syndicats, espèrent que le Gouvernement des Etats-Unis fournira rapidement un maximum d'aide afin de rendre aux populations de cette région le degré de stabilité et de santé possible selon les circonstances.

On a plus spécifiquement besoin d'aliments, de vêtements et de moyens de transport tous terrains. La priorité doit être aussi accordée aux fournitures d'eau potable, aux installations de distribution de cette eau, ainsi qu'aux réservoirs pour sa conservation.

Il est indispensable d'obtenir des abris temporaires, adaptés au climat et aux conditions du terrain, pour y loger pendant une période limitée des centaines de milliers d'êtres humains. Pour prévenir de futurs désastres, il faut établir des plans techniques à court et à long terme, ainsi que préparer le terrain dans le cas où des pluies torrentielles tomberaient maintenant dans la région et produiraient des inondations.

Ces mesures, prises par le Gouvernement des Etats-Unis, témoigneront de l'intérêt porté par le peuple américain aux peuples des Etats de l'Afrique centrale. Un tel programme, entrepris à temps pour prévenir

Nouvelles formes de la lutte des travailleurs en Espagne

(Suite de la page 2)

révocation des suspensions et la fin des repréailles.

En 1971, peu avant Noël, plusieurs travailleurs furent congédiés sous prétexte qu'ils étaient des "agitateurs". Suivirent de nouveaux stoppages (15 minutes de plus par jour) et enfin un lock-out ordonné par la direction, en vertu duquel la police interdisait l'accès aux locaux aux employés également, parce qu'ils s'étaient joints aux ouvriers pendant la cessation du travail. Aux termes de la loi espagnole, tous les travailleurs étaient donc censés avoir été congédiés.

Tandis que les travailleurs appelaient de la suspension de salaire devant le "Tribunal du travail" (qui par la suite a ordonné des paiements compensatoires aux travailleurs, mais n'a pris aucune mesure pour assurer leur rengagement par l'usine), la majorité a assisté une nuit à une réunion clandestine dans une église et décidé de déclencher la grève.

Seuls se sont opposés à ce plan les deux groupes de "politiciens" qui, se voyant incapables de dominer le "Comité unifié", se sont mis à accuser le mouvement de "réformisme" (parce qu'il ne visait pas à détruire la société) et à le dire voué à l'échec. Les travailleurs, démocratiquement, se sont mis d'accord pour exclure lesdits groupes du Comité et empêcher leur assistance aux réunions. Dès ce moment, les "politiciens" ont saboté la grève, mais ils n'ont pas osé passer outre aux piquets.

La grève n'a pas obtenu un appui unanime. Quelques ouvriers, quelques femmes et des travailleurs qui approchaient de l'âge de la retraite sont retournés au travail, mais l'usine n'a pas pu fonctionner.

Les grévistes ont été appuyés de divers côtés. Par exemple, les travailleurs d'autres usines ont envoyé des dons et ceux des usines de la Société Harry-Walker en France et en Angleterre ont organisé des réunions afin de tenir le personnel au courant de la situation. En Italie, les métallurgistes de Turin ont même collecté 600 000 livres pour l'aide aux grévistes, mais les fonds ont été confiés à la C.G.I.L. (d'obédience communiste) et ne sont jamais parvenus aux travailleurs de Barcelone, en dépit de leurs protestations et des réclamations des travailleurs de Turin.

La société a finalement cédé après 62 jours de grève. Les grévistes ont été rembauchés, quelques augmentations de salaires consenties et l'horaire de production a été révisé. Cette victoire — même incomplète — est néanmoins d'une grande importance. Quelques dirigeants du "Comité unifié" ont été incarcérés pendant la grève, et d'autres ont été congédiés après. Cependant, le

d'autres énormes souffrances, renforcerait partout la confiance des peuples libres dans le peuple et la nation américains.

Au nom de l'A.F.L.-C.I.O., à la suite d'un vote unanime du Conseil exécutif, je vous prie sincèrement de prendre rapidement des mesures efficaces afin de démontrer une fois de plus que l'esprit humanitaire du peuple américain se manifeste chaque fois que d'autres peuples se trouvent dans un besoin désespéré.

"Comité unifié" s'est réorganisé et les travailleurs de la Société Harry-Walker n'ont rien perdu de leur esprit militant. Ils viennent en aide maintenant aux travailleurs d'autres usines, continuent de tenir des réunions dans la cour de l'usine chaque fois qu'un conflit sérieux éclate dans la ville, de témoigner leur solidarité et de se tenir au courant des événements.

Pendant la grève, le "Comité unifié" s'est efforcé de ne jamais imposer les vues de ses membres aux autres, et il a permis aux travailleurs de prendre eux-mêmes les décisions nécessaires au cours de leurs réunions. De l'avis du Comité, compte tenu du fait que les travailleurs espagnols manquaient totalement d'expérience en matière syndicale, il importait d'user de la grève non seulement pour satisfaire leurs revendications, mais encore pour leur fournir une connaissance pratique de la méthode. En outre, tout cela n'était possible que si les travailleurs apprenaient, librement et soustraits à l'influence paternaliste des "politiciens", à prendre des décisions qui les touchaient directement. De ce point de vue, la grève fut une énorme réussite.

En réalité, l'organisation et la lutte furent si réussies que la méthode a été adoptée par les travailleurs d'autres entreprises. Il s'en est suivi la création d'autres "Comités uni-

fiés" qui se sont joints pour former le "Groupe de travailleurs autonome" qui lentement s'étend dans tout le pays. Les comités s'occupent à la fois des questions d'intérêt immédiat et des conditions existant dans l'ensemble du pays, car ils savent que les chances qu'ils ont de réussir dépendent des demandes concrètes présentées à chaque société. Ils veulent revenir au principe du syndicat libre, jadis trait caractéristique du mouvement ouvrier espagnol, et ils ne croient pas aux "syndicats" officiels. Ils tâchent de trouver des solutions théoriques aux problèmes de la réalité en Espagne sans se soumettre à une idéologie déterminée ni suivre les nombreux groupes pseudo-gauchistes si populaires parmi les étudiants et les intellectuels.

Il est impossible de prédire si le "Groupe de travailleurs autonome" continuera de croître et d'accorder le genre d'appui nécessaire là où les grèves et toutes formes d'organisation sont virtuellement illégales. Quoi qu'il en soit, son histoire montre qu'il a l'intention de trouver des solutions aux problèmes des pays tombés sous la coupe d'une dictature, sans se servir des groupes politiques communistes, et il a prouvé une fois de plus que personne ne prendra la défense de travailleurs qui refusent de se défendre eux-mêmes.

Ce que signifie l'affaire du Watergate

Editorial de George Meany, président de l'A.F.L.-C.I.O., publié dans le numéro du 25 août 1973 de l'hebdomadaire "AFL-CIO News".

Pour la cinquième fois, le Président des Etats-Unis a parlé de la question du Watergate. Une fois de plus, il a déçu ceux qui espéraient entendre toute la vérité. Les points essentiels ont été passés sous silence.

Le noeud de l'affaire n'est pas le conflit entre les droits du Président et ceux du Congrès des Etats-Unis, ce qu'on appelle la séparation des pouvoirs. Il s'agit avant tout des droits du peuple. Aucun des aspects de la question soulevés par le Président ne surpasse en importance le droit qu'ont les gens de savoir ce que fait le gouvernement et le droit d'être protégés, personnellement et chez eux, contre les abus illégaux de la confiance qu'ils mettent dans le pouvoir exécutif principal de la nation.

Le Président demande au peuple américain d'avoir confiance en lui. Mais il refuse de faire confiance à ce peuple au point de mettre à sa disposition les bandes sonores enregistrées secrètement à la Maison Blanche. Au lieu de cela, il met en doute la capacité qu'aurait le peuple d'interpréter correctement le contenu des bandes.

La confiance doit être mutuelle, et celle du peuple dans le gouvernement ne sera rétablie que lorsque le peuple saura qu'on lui dit l'entière vérité.

Il y a quelques mois, le président Nixon semblait l'avoir compris. Le 15 mars, il faisait de son gouvernement un éloge qui n'avait rien de modeste: il parlerait "tout à fait ouvertement"; et Nixon promettait: "Nous coopérerons; nous coopérerons sans

restriction avec le Sénat." Le 22 mai, le Président déclarait: "Il faut que la vérité sur l'affaire du Watergate soit établie d'une manière ordonnée, et en reconnaissant que les clauses de sauvegarde de la loi sont destinées à révéler la vérité et non à la cacher. . . En conséquence, a-t-il promis, le privilège du pouvoir exécutif ne sera pas invoqué pour ce qui est de toute déposition relative à un agissement éventuellement délictueux ou aux discussions portant sur un tel agissement."

Néanmoins, dans son dernier discours télévisé, le Président n'a rien dit qui indiquât son intention de procéder selon l'esprit de ses déclarations antérieures. Il a préféré ne pas réfuter les accusations précises dont il est l'objet et continuer de refuser tout accès aux bandes ainsi qu'aux papiers présidentiels.

Que le Président ait ou non été coupable d'avoir connu les actes dont l'accomplissement est établi ou d'y avoir participé, il reste à tout le moins que ces actes ont été commis par ses agents sous le couvert de son autorité. Le Président est nettement coupable d'avoir sapé la confiance du public en l'intégrité de la présidence, fait que certains sondages d'opinion ont fait ressortir d'une manière dramatique. Seule la vérité peut rétablir la confiance du public et, simultanément, la capacité du Président de remplir les fonctions de son office d'une manière pleinement efficace.

Puisque le Président ne veut pas nous dire la vérité, quelle que soit la raison de son refus, il nous faut déduire des "hearings" de la Commission d'enquête du Sénat l'histoire complète de cette tentative visant

(Suite page 8)

L'écrivain soviétique Maximov pose des questions troublantes sur la vie en U.R.S.S.

Par VLADIMIR MAXIMOV

L'écrivain Vladimir Maximov a envoyé le 15 mai 1973, à la Section de Moscou du Syndicat des écrivains, la lettre suivante.

Comme je l'ai appris, le Secrétariat du Bureau de la MOSP-RSFSR (Section de Moscou du Syndicat des écrivains de la RSFSR), de concert avec le Bureau de la Section de la prose, est en train de préparer la discussion de mon roman "Les sept jours de la création", avec toutes les conclusions typiques de l'organisation qui s'ensuivront. J'écris cette lettre d'avance parce que je sais déjà jusqu'où iront vos accusations et je connais la qualité de vos conclusions. Je n'ai rien à justifier devant vous et je ne regrette rien. Je suis le fils et le petit-fils de prolétaires "héréditaires d'ancienne noblesse". Moi-même, je viens d'un milieu ouvrier et j'ai écrit un livre au sujet du final dramatique de la cause pour laquelle mon père, mon grand-père et une grande partie de ma famille, des deux côtés, ont donné leur vie.

Pour moi, ce livre est le résultat de longues années de réflexion sur les traits déprimants et déjà irréversibles de la Russie moderne et sur la plus amère des expériences personnelles. Si vous êtes seuls avec vous-mêmes, et si vous regardez la réalité en face courageusement et sans préjugé, je suis sûr que se posera à vous la même série de "pourquoi?" qui a eu raison de moi, pendant que je travaillais à mon roman.

Pourquoi, dans un pays où le socialisme a remporté la victoire, l'ivrognerie est-elle en train de devenir une tragédie nationale? Pourquoi, après plus d'un demi-siècle d'existence, notre pays commence-t-il à être déchiré par un nationalisme pathologique? Pourquoi doit-on craindre que l'indifférence, la corruption et le vol deviennent des caractéristiques acceptées de notre vie de tous les jours? Quelle est la source, la cause originelle de cette situation? Ce sont là, entre autres, les questions que je me suis posées quand je me suis assis pour commencer à travailler à mon livre. Je ne sais si j'ai réussi à répondre même à une seule de ces questions avec suffisamment de persuasion, mais vous n'avez aucune raison de douter de la sincérité de mes intentions.

C'est ce même désir ardent d'aider leur pays et leur peuple à analyser les phénomènes négatifs de leur temps, dans le but de se libérer des erreurs passées afin de progresser sans crainte, qui a mu tous mes prédécesseurs aînés, de Doudintsev à Soljenitsyne inclus, chacun le réalisant, bien sûr, selon ses capacités et son talent. Malheureusement, ceux dont le devoir était de se servir de ces livres comme armes, non seulement demeurèrent sourds aux voix cherchant la vérité, mais leur réservèrent un accueil hostile. Il m'est difficile de juger qui et pour quelle raison est intéressé à enfoncer plus profondément cette maladie, mais je suis persuadé des résultats lamentables d'une telle "cure". Les conséquences en seront incalculables, les misères

et la souffrance sans limites. Si notre société ne le comprend pas aujourd'hui, demain ce sera déjà trop tard.

Ce n'est pas le moment pour moi de me livrer à des bravades. Je quitterai une organisation dont j'ai été membre pendant presque dix ans avec un sentiment d'amertume et de perte. Dans cette organisation, il y avait et il y a encore des membres qui m'ont enseigné la vie et le travail. Mais, tôt ou tard, chacun d'entre eux sera obligé de faire ce choix difficile. Le Syndicat des écrivains, et plus particulièrement sa Section de Moscou, devient peu à peu le patrimoine indivis de maraudeurs politiques mesquins, de commis-voyageurs littéraires, de lécheurs de bottes du parasitisme spirituel.

Je réalise pleinement ce qui m'attend après ma radiation du Syndicat. Mais, au bout de la route, je suis réconforté par le fait que je suis certain que dans les espaces sans limites de notre pays, sous l'éclairage électrique le plus moderne, ou près d'une lampe à pétrole ou à huile, il y a des jeunes qui travaillent et qui nous suivront. Ils plissent leurs fronts socratiques et ils écrivent. Peut-être qu'ils n'auront pas l'occasion de changer la triste face de la réalité (et la littérature ne se donne pas un tel but), mais la seule chose dont je suis certain c'est qu'ils ne permettront pas qu'on enterre leur nation en silence, quel que soit l'effort déployé dans ce sens par les fossoyeurs spirituels de toutes les nuances et de tous les types.

La Journée du travail

(Suite de la première page)

formateur, les citoyens qui respectent les lois.

C'est pour cela que l'A.F.L.-C.I.O. s'est fermement opposée à la législation permettant au gouvernement d'utiliser des tables d'écoute ou de saper le Cinquième Amendement. Et, pour les mêmes raisons, nous nous opposons à la législation permettant au gouvernement d'obliger les travailleurs à cesser une grève. Ce ne sont pas là des questions

(Suite de la page 7)

à avilir les procédés démocratiques. Il faut qu'au cours de ces "hearings", les droits de toutes les parties soient scrupuleusement respectés et qu'on évite jusqu'au moindre soupçon d'un retour aux méthodes de persécution législative d'antan.

Il faut aussi que les membres de la Commission s'efforcent de n'entamer aucunement les pouvoirs justes de la présidence et de ne pas faire de tort indu à cette institution du peuple. Nous ne cherchons ni à estropier ni à paralyser la présidence. Les travailleurs ont trop souvent par le passé, mais hélas pas récemment, tiré avantage d'une direction présidentielle compatissante et forte.

Toutefois, nous devons refuser d'admettre que la présidence, en tant qu'institution, puisse être protégée en détournant l'attention du public de l'avis de la fonction présidentielle. Si la vérité libère l'homme, elle ne peut guère abaisser la présidence.

distinctes. La question est la même: il s'agit des droits des individus.

Nous rejetons la prétention qu'il est "nécessaire" pour le gouvernement d'empêcher sur les droits des individus pour telle ou telle raison. Aujourd'hui la "nécessité" est devenue synonyme de la "sécurité nationale". Si un homme peut décider, sans discussions, ce qu'est "la sécurité nationale" et peut ensuite justifier les crimes commis sous son autorité, sur cette base, alors c'est la fin de la démocratie.

Chacun de nous peut être jusqu'à un certain point incommodé par l'exercice de la liberté individuelle. Certainement, une administration est parfois incommodée par la presse libre ou par des manifestants exerçant leurs droits de réunion et de pétition. Mais il vaut mieux qu'une administration soit incommodée plutôt que la liberté supprimée.

Ce sont les droits des gens qui sont en question aujourd'hui: va-t-on les protéger; permettra-t-on au gouvernement de décider quelles lois seront obéies, par qui et quand; les Américains seront-ils gouvernés par les lois ou par le caprice?

Les syndicats ne se limitent pas à ruminer des idées noires au sujet de ces violations de la liberté individuelle. Nous essayons, avec toute la force dont nous disposons, d'émousser les efforts de tous ceux qui voudraient dénaturer et refuser la liberté, s'introduire dans l'intimité du foyer, saper la démocratie.

En cette Journée du travail 1973, nous ne désespérons pas. Nous avons confiance dans le peuple et dans la réelle solidité du système de gouvernement qu'il a établi et pour lequel

il a combattu. Et, en ce qui nous concerne, nous sommes décidés à aider à conserver, à protéger et à défendre ce système et les droits et les libertés de tous les citoyens contre tout ennemi, toujours et partout.

A.F.L.-C.I.O. Nouvelles du Mouvement Syndical Libre



Publication mensuelle du
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES
INTERNATIONALES DE L'A.F.L.-C.I.O.

Fédération américaine du travail et
Congrès des organisations industrielles
GEORGE MEANY Président
LANE KIRKLAND Secrétaire-trésorier
Département des affaires internationales
JAY LOVESTONE Directeur
Prière d'adresser toute correspondance
Room 509, 1710 Broadway
New York, N.Y. 10019
ou
Room 408, 815 16th St., N.W.
Washington, D.C. 20006

Prix de l'abonnement annuel:
Etats-Unis et Canada—5,00 dollars
Etranger—6,00 dollars

28ème Année SEPTEMBRE 1973 No. 9